

FÊTE DE ACHOURA À BOUIRA

Pour perpétuer la tradition

Comme chaque année, depuis des lustres, à l'occasion de la Achoura ou Taâchourth, les citoyens du aârch lwakuren ont organisé au niveau du village Raffour, dans la commune de M'chedallah, Thimechret ou Lewziâ, comme on l'appelle dans certains localités de la Kabylie.

A l'approche de cette fête religieuse, symbole de piété, les riches du village font don d'argent à Tadjmaït, laquelle procède à l'achat de bœufs. D'autres achètent directement des bœufs et les donnent à Tadjmaït.

Deux jours avant Taâchourth qui coïncide avec le 10 moharrem de l'Hégire, les bêtes sont égorgées et tous les villageois participent à cette grande fête. Les villageois s'organisent et à chacun une tâche est dévolue.

Mardi, lors de notre déplacement au village Raffour, l'ambiance était à la fête. Au niveau de la maison de l'Aârch, ou Akham n'l'ârch, construite avec les dons des citoyens, consti-

tuée de trois étages, on organise des activités lucratives, les bêtes sont égorgées et dépecées par les bouchers du village.

Avant de nous introduire dans la maison de l'Aârch en compagnie du wali et de la délégation qui l'accompagne, invité pour la circonstance par les notables de l'ârch lwakuren pour partager avec eux cette fête bénie, nous avons dû nous couvrir les chaussures de sachets en plastique pour éviter de salir les lieux qui servent l'espace d'une journée de boucherie.

Aâmmi Hocine nous explique la procédure : «Nous avons acheté 65 bœufs et 12 moutons. Les riches du village ont contribué à l'achat de ces bêtes.

C'est une manière pour eux de faire de la charité et de remercier Dieu pour le bien qu'il leur a octroyé. Tadjmaït implore Dieu d'exaucer leurs vœux et de leur accorder bonheur et santé ainsi qu'à leur famille, sa tribu et à tous les musulmans. Une fois les bêtes achetées, on procède à leur abattage au niveau de l'abattoir communal et à leur dépeçage. On achemine ensuite la viande dans cette salle où elle sera partagée entre les villageois.»

Aâmmi Hocine a également présenté les notables du village au wali.

Idir, un boucher du village, nous explique à son tour son travail : «Je suis en train de découper les quartiers de viande avec une scie électrique avant de les découper en morceaux. D'autres font le même travail que moi, et d'autres encore sont en train de découper sur les rondins la viande en morceaux. Nous sommes là depuis la matinée et nous continuerons jusqu'à l'aube. Demain matin, nous devons finir de les couper en petits morceaux.»

En effet, hier matin, jour de l'Achoura, la viande est découpée en petits morceaux qui sont comptés. Chaque tamen ou chef des idhernman (groupe de familles), devra donner les noms des membres de sa famille, quel que soit leur lieu de résidence, qu'elles soient à Raffour, au Canada ou aux Etats-Unis.

Les morceaux sont disposés en thouna ou petits amas. Le nombre de morceaux de viande doit être égal à celui des membres d'une famille, pas un de plus, pas un de moins. Dès la matinée, chaque chef de famille se présente avec sa carte d'identité, il est orien-

té vers sa «thouna». Au total, plus de 11 000 personnes ont été recensées dans ce village.

Selon Belaid, un responsable du village, Tadjmaït a décidé d'offrir des parts de viande à toutes les familles vivant dans le village même si elles n'appartiennent pas à l'aârch lwakuren. La sagesse voudrait qu'il n'y ait pas une seule famille au niveau du village qui n'ait pas de viande dans son foyer ce jour-là.

C'est cela la solidarité et la fraternité entre villageois. La joie règne dans tous les foyers et de la maison de l'arch, une musique douce est diffusée à grands décibels pendant toute la journée. Les enfants gambadent à travers les rues du village tout joyeux. Tout le monde est content. Que la joie règne pour toujours dans le village aussi longtemps que les bonnes actions de charité survivront !

Pour rappel, le village Raffour a été peuplé pendant la Révolution, plus exactement après le bombardement du village lwakuren, situé sur les hautes cimes du Djurdjura, dans son versant sud, par l'armée française en 1957.

Les Français, pour couper toute aide aux moudjahidine, ont obligé les villageois à descendre à Raffour dans un lieu de regroupement appelé à l'époque Camp de toiles, appellation que Raffour garde jusqu'à nos jours mais avec un glissement sémantique, «Etoile».

Rappelons que d'autres villages au niveau de la région, comme Ath-Hamdoune, dans la commune d'Aghbalou et à Saharidj, ont également organisé Thimechret.

Y. Y.

EL-TARF

Les habitants d'El-Kous coupent la RN44

Des dizaines de personnes de la localité d'El-Kous, commune d'Echatt, ont coupé la RN44 à la circulation automobile durant toute la matinée de mardi dernier en usant d'objets hétéroclites et de blocs de pierres.

Ce mouvement de protestation exprimait en fait les frustrations et le désarroi d'une population aux abois et vivant dans des conditions sociales pénibles. En effet, les protestataires revendiquent, entre autres, des postes d'emploi au sein de l'entreprise japonaise Coojal, en charge de la réalisation du tronçon de l'autoroute de la wilaya.

Ils affirment en être lésés et par ailleurs réclament l'aménagement de leur localité par l'octroi de projets dans le cadre de l'amélioration urbaine et l'éclairage public.

Il est à signaler que les automobilistes voulant se rendre à la ville de Annaba sont obligés de faire un détour par la commune de Besbès. Cependant, des pourparlers ont été engagés avec les autorités locales quant à une prise effective de l'ensemble des doléances. Pour rappel, ladite localité compte 4 000 habitants et est traversée par la RN44 reliant le chef-lieu, El-Tarf, à la ville de Annaba.

Daoud Allam

SIDI-BEL-ABBÈS

L'ex-P/APC de Marhoum condamné

à un an de prison ferme

L'ex-P/APC de Marhoum (Sidi-Bel-Abbès), sous contrôle judiciaire depuis 2005, a été dernièrement condamné à un an de prison ferme par le tribunal de Sfisef après avoir été poursuivi dans une affaire de dilapidation de deniers de l'état d'un montant d'un milliard deux cents millions de centimes.

L'affaire avait, rappelons-le, connu plusieurs rebondissements depuis 2000. Selon nos sources, l'Etat avait dégagé une enveloppe pour le projet de réhabilitation de 100 habitations dans ladite commune.

Les travaux ont été confiés à des entreprises. A la fin du projet de réhabilitation, les citoyens concernés ont relevé beaucoup de malfaçons dans les constructions et ont adressé des plaintes et des correspondances aux services compétents. L'évaluation effectuée par la commission de suivi a arrêté à sept millions de centimes par bâtisse le coût de sa réhabilitation.

En 2004, les citoyens remettent encore l'affaire sur le tapis.

La police ouvre une enquête lors de laquelle un trou d'un milliard deux cents millions de centimes est découvert. En 2005, le prévenu est déféré par deux fois devant le tribunal de Sfisef qui le place sous contrôle judiciaire.

Une première expertise est demandée et ses résultats sont rejetés par les citoyens. Enfin, une contre-expertise va confirmer les premiers résultats et le P/APC est jugé et condamné.

Les robes noires contre l'agression israélienne

Dans la matinée de mardi dernier, les avocats du barreau de Sidi-Bel-Abbès ont à leur tour démontré leur soutien aux frères palestiniens de Ghaza qui vivent des nuits et des jours cauchemardesques sous le déluge de feu des Israéliens.

En effet, ils étaient des centaines à observer un regroupement devant le siège de la cour de Sidi-Bel-Abbès pour dénoncer le massacre des enfants, des femmes, des vieillards palestiniens. Leurs voix se sont élevées contre l'agression sioniste dans un climat emprunt de dignité.

A la fin de la manifestation de soutien et de solidarité au peuple palestinien, les hommes du barreau se sont dispersés.

A. M.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

CLANDESTINE À BOUIRA

Deux étrangers arrêtés en possession de 189 millions de centimes

Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, les éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté au niveau du barrage fixe situé à l'entrée sud de la ville de Bouira deux étrangers, un Malien et un Nigérien. Après vérification de leurs papiers d'identité, les gendarmes ont remarqué que le passeport du Nigérien était un faux.

Poursuivant la fouille, les gendarmes ont trouvé dans le cabas de ce dernier une importante somme d'argent évaluée à 189 millions de centimes en coupures de 1 000 DA. Invité à justifier l'origine de cet argent, le clandestin a indiqué être un vendeur d'or mais sans pouvoir fournir un registre du commerce.

Présentés samedi dernier devant le juge d'instruction, les deux étrangers ont été mis sous mandat de dépôt pour les chefs d'inculpation d'immigration clandestine, faux et usage de faux et détention d'une importante somme d'argent.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

La crise s'enlise à l'APC d'Aït-Aïssa Mimoun

Le blocage de l'APC d'Aït-Aïssa Mimoun semble parti pour durer. La réunion de l'Assemblée de dimanche dernier n'a finalement servi à rien, les choses étant restées en l'état.

La session a été convoquée pour trancher deux points se rapportant à l'adoption des postes budgétaires et à la budgétisation des projets déjà inscrits au titre de l'année 2008. Lors de la réunion, un élu du FLN était absent.

Dès l'entame des débats, la polémique s'engage entre le maire et les élus de l'opposition. «Vous n'êtes plus le président de l'APC depuis le mois d'août 2008, considérez-vous comme un élu sans plus», a déclaré un élu en faisant allusion au retrait de confiance à cette époque au président de l'APC. Celui-ci prend sa défense.

«Votre retrait de confiance est rejeté par l'administration depuis lors», a-t-il rétorqué. Mais il se trouve que le rejet, si rejet il y a, n'a pas été notifié aux élus, comme exigé par la réglementation en vigueur. Le maire est resté bouche bée, lorsqu'il lui est demandé d'exhiber la notification de rejet.

Ayant démontré leur volonté de travailler dans l'intérêt de la commune mais pas avec le même président, les élus opposants quittent la salle de délibérations, contraignant le maire à abrégé la réunion. Non sans avoir lu une déclaration à cet effet. Ces élus avaient signé une motion de défiance contre l'actuel maire en date du 23 août 2008. Depuis, aucune notification ne leur est parvenue signifiant l'approbation ou carrément le rejet de la part des services de l'administration de wilaya. Or, selon la loi relative à la commune, dans l'une de ses dispositions, elle

stipule qu'une délibération a un délai de quinze jours pour se voir soit approuvée ou rejetée. A défaut, la délibération devient exécutoire de fait. Mais voilà que le président de l'APC crie à qui veut l'entendre que le retrait de confiance est rejeté par l'administration, alors qu'il n'a aucun écrit corroborant ses dires. Les élus de l'opposition vont bientôt saisir le wali de Tizi Ouzou pour le relancer au sujet du retrait de confiance. Car, à leurs yeux, cette situation est devenue intenable.

La crise risque de s'enliser et ce, au détriment de l'intérêt de la population. Le président de l'APC contesté ne veut pas lâcher du lest pour trouver un compromis avec ses adversaires. Il veut mener la barque tout seul sans consulter les membres de l'assemblée. Ce qui n'est pas du goût des élus qui animent l'opposition.

Gaya B.